

# UN DOUBLE TUNNEL pour la place Meiser ?

► L'association DRP plaide pour un double tunnel trams-voitures afin de désengorger la place Meiser de son trafic

► Point noir pour les uns, place misère pour les autres: tous ceux qui transitent par la place Meiser savent que celle-ci constitue un cauchemar pour les automobilistes. C'est un carrefour où tout conflue: plusieurs lignes de tram et de bus, des voies à grand trafic comme le boulevard Reyers et la chaussée de Louvain et puis, bien sûr, des piétons et des cyclistes.

Son réaménagement est à l'étude depuis déjà des années. Mais dans les faits, rien ne bouge. Face à l'immobilisme de la Ré-

gion, l'ASBL DRP, qui défend le droit de rouler et de se parquer dans Bruxelles, en a mesuré le trafic. Par heure de pointe, environ 5.800 véhicules pénètrent sur ladite place dont 2.350 (soit 40%) dans l'axe des boulevards Wahis et Reyers. Toujours selon ces mesures, pour chaque tram pénétrant place Meiser, on compte environ 150 véhicules à quatre roues.

Et DRP de conclure: "Pas besoin d'études coûteuses pour savoir que la formule prévoyant un tunnel

pour trams uniquement ne contribuera pas à désengorger la place Meiser et à atténuer les trajets parasites dans les quartiers résidentiels de Schaerbeek choisis par les automobilistes qui veulent échapper au blocage!", indique Jacques Delière, président de l'ASBL.

Selon, lui un tunnel routier (deux fois deux bandes) dans l'axe des Wahis et Reyers libérerait la place Misère d'environ 40% de son trafic. "Et si l'on rajoute un tunnel pour trams, cela libérerait encore 3% d'espace..."

EN CE QUI CONCERNE ce projet de réaménagement, les autorités schaarbeekoises tardent à envoyer un signal fort à la Région.

"Il s'agit d'une initiative tout à fait régionale. Notre position sera arrêtée lorsque l'on aura vu les études et la proposition de la Région. On supportera le double tunnel s'il apporte une réelle solution", indique le bourgmestre, Bernard Clerfayt (FDF).

Côté Région, le dossier est dans les cartons depuis des lustres. En 2009, Pascal Smet (SPA), alors ministre des Travaux, avait annoncé les aménagements promis. Promesse réitérée par sa remplaçante Brigitte Grouwels (CD&V), qui avait ensuite rejeté l'ensemble du projet en 2010 avant même la publication des résultats de l'étude.

